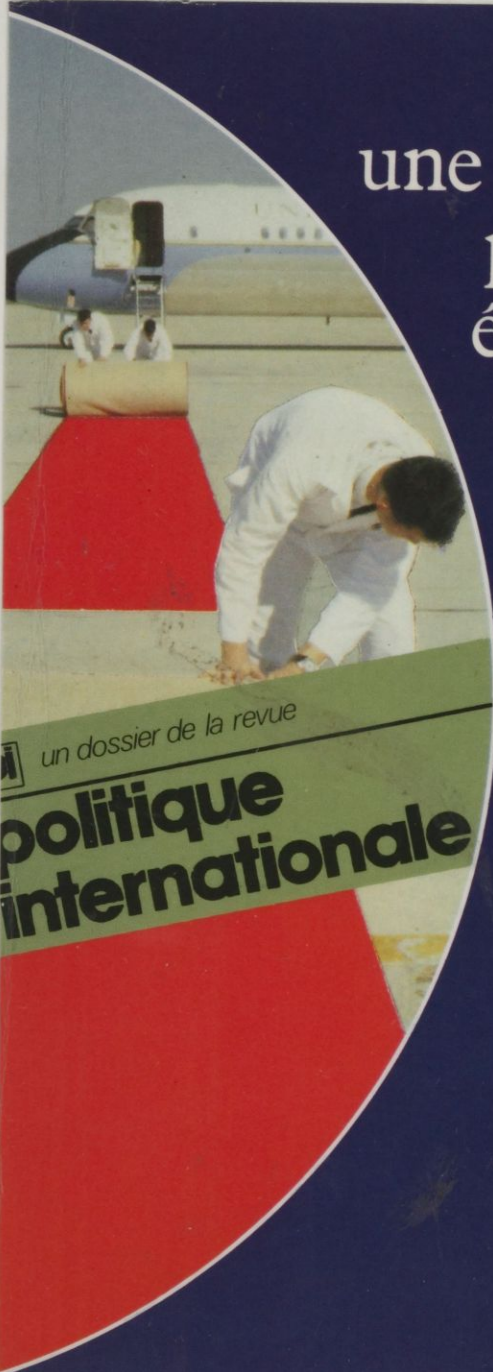


# Pour une nouvelle politique étrangère

*Présenté par*  
François  
Joyaux  
et  
Patrick  
Wajsman



un dossier de la revue

**politique  
internationale**

*Pluriel*

*Inédit*

Pour une nouvelle politique étrangère

L<sup>x</sup>g<sup>3</sup>

L74  
11/86

16° Z  
10387  
(8456)

Post und Telegraf

Postamt

Post und Telegraf  
Postamt

Postamt

Postamt

Collection *Pluriel*

dirigée par Georges Liébert

---

ISSN 0032-2063

32

31-32

# Pour une nouvelle politique étrangère

Un dossier de la revue  
*Politique internationale*

présenté par  
Patrick Wajsman  
et François Joyaux

HACHETTE

DI - 14-03-1986 - 05099



© Hachette, 1986.

## Sommaire

En guise de présentation..., <i>par Patrick Wajzman et François Joyaux</i> .....	7
--	---

### I. QUEL PASSÉ? QUEL AVENIR?

1945-1986 : ni guerre ni paix, <i>par Jean Laloy</i> ....	13
Le XXI <sup>e</sup> siècle portera-t-il encore la marque de l'Europe? <i>par François de Rose</i> .....	25
Le langage du diable ou comment négocier avec les dictatures, <i>par Jean-François Prévost</i> .....	48
1958-1985 : quatre présidents, une seule politique? <i>par Alfred Grosser</i> .....	63
La diplomatie éclatée de François Mitterrand, <i>par Charles Zorgbibe</i> .....	81

### II. COMMENT GAGNER DEMAIN

La France a-t-elle les moyens d'une grande politique extérieure? <i>par Alain Juppé</i> .....	95
Du bon usage des confettis de l'Empire, <i>par Pierre-Marie Gallois</i> .....	115
Les conditions de notre sécurité, <i>par le général d'armée (CR) Guy Méry</i> .....	132
La France et l'Europe face à l'enjeu spatial, <i>par Jacques Marie Denis</i> .....	155

III. LE VRAI DANGER

Instructions aux diplomates, <i>par Alain Besançon</i> . . . .	171
Comment négocier avec le Kremlin, <i>par Michel Tatu</i> . . . . .	189
Plaidoyer pour une Realpolitik de l'Ouest, <i>par Hélène Carrère d'Encausse</i> . . . . .	204
Commerce Est-Ouest, mode d'emploi, <i>par Claude Lachaux</i> . . . . .	234

IV. NOUS, EUROPÉENS

Les chemins étroits de la relance européenne, <i>par Pascal Fontaine</i> . . . . .	251
Paris-Bonn : pour le meilleur et pour le pire, <i>par François-Georges Dreyfus</i> . . . . .	274

V. LA FRANCE AU CŒUR DE L'EURAFRIQUE

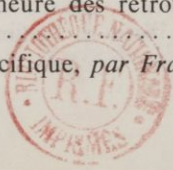
Une « nouvelle donne » pour la France en Méditerranée? <i>par Pierre Milza</i> . . . . .	297
Maghreb : les vertus de l'audace, <i>par Jean-Pierre Ferrier</i> . . . . .	323
Afrique : de l'affectif au rationnel, <i>par Pascal Chaigneau</i> . . . . .	340

VI. L'ORIENT COMPLIQUÉ

« Reconquérir » le Levant, <i>par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz</i> . . . . .	373
Golfe Persique : pour une diplomatie « dépotrolisée », <i>par Serge de Klebnikoff</i> . . . . .	385

VII. LE NORD-SUD SANS COMPLEXES

Tiers monde : savoir choisir ses alliés, <i>par Gilles Étrillard et François Sureau</i> . . . . .	403
Amérique latine : l'heure des retrouvailles, <i>par Guy Hermet</i> . . . . .	425
Le défi de l'Asie-Pacifique, <i>par François Joyaux</i> . . . . .	449



## En guise de présentation...

Créée en 1978, *Politique internationale* est devenue, en huit ans, la première publication francophone du monde consacrée aux questions internationales.

Si elle a réussi à se tailler une telle place en un temps aussi court, c'est parce que, dès l'origine, elle s'est assignée un double objectif. D'une part, être un lieu de rencontres intellectuelles, un carrefour d'idées ouvert à toutes les convictions et à toutes les compétences. D'autre part, jouer le rôle d'un organe de proposition où pourraient s'exprimer à la fois les « acteurs » du monde politique et économique, et les spécialistes des questions internationales.

Ce double objectif, nous semble-t-il, a été largement atteint. De Soljenitsyne à Richard Nixon, de Margaret Thatcher à Léopold Sédar Senghor, de Shimon Pérès à Yasser Arafat, de John Kenneth Galbraith à Milton Friedman, de Henry Kissinger à Olof Palme, de Helmut Kohl à Helmut Schmidt, de Norodom Sihanouk à Jonas Savimbi, on ne compte plus les personnalités de premier plan qui ont choisi de confier à notre revue la primeur de leurs réflexions. Ce qui explique, pour une vaste part, la position éminente qu'occupe aujourd'hui *Politique internationale*.

Mais l'activité de *Politique internationale* consiste, également, à offrir au public des « dossiers » consacrés aux grands problèmes du moment. C'est ainsi que, dans cette même collection, dirigée par Georges Liébert, nous avons déjà fait paraître *Après la détente* (1982) et *La*

*nouvelle Asie* (1984). En ce début d'année 1986, nous franchissons une étape supplémentaire en publiant *Pour une nouvelle politique étrangère*. Un ouvrage entièrement original dans lequel s'expriment les meilleurs experts français. En toute liberté, ils nous disent, ici, ce que devrait être la politique extérieure de notre pays en cette période charnière.

Les femmes et les hommes qui ont participé à ce dossier – on le constatera à la lecture – appartiennent à des courants politiques divers. Mais c'est la fierté de *Politique internationale* d'avoir réussi à les réunir pour ce livre. Toutefois, les nuances qui les opposent sont loin d'aboutir à des conclusions contradictoires. Bien au contraire : les différents chapitres qui constituent ce volume démontrent qu'il est possible de construire « une nouvelle politique étrangère » sur la base de quelques principes enfin admis par tous.

En voici trois, parmi les moins contestables.

Premier principe : ne pas se tromper d'adversaire. En effet, depuis quarante ans, le seul adversaire des États d'Europe (et pas seulement d'eux, hélas!), c'est l'URSS, totalitaire et impérialiste. La politique extérieure de la France doit donc tendre – dans la mesure de ses moyens – à contenir cet impérialisme et à en affaiblir la base intérieure essentielle : le totalitarisme. Cela exige une solidarité sans faille avec tous les membres du camp libéral et, en particulier, avec les États-Unis sans lesquels la défense du monde libre resterait un vain mot.

Ne pas se tromper d'adversaire signifie également qu'il serait absurde d'établir une sorte de symétrie morale entre les « deux Grands ». La France ne saurait se tenir à égale distance de Moscou et de Washington. Elle ne saurait répartir « équitablement » ses sympathies et ses connivences entre, d'une part, les États-Unis, dont tout la rapproche, qui hier l'ont sauvée du nazisme, qui aujourd'hui la protègent contre ce nouveau nazisme qu'est le communisme; et, d'autre part, une Union soviétique qui conçoit l'Histoire en termes d'affrontements inexpiables et s'est fait de l'asservissement des peuples comme une sombre spécialité.

Ne pas se tromper d'adversaire, c'est, enfin, refuser de

croire à la « divisibilité » de la menace communiste. Lorsque les autorités françaises plaident pour le déploiement des Pershing sur le Vieux Continent, elles ont raison. Lorsqu'elles courtisent les marxistes nicaraguayens, elles ont tort. Car on ne peut pas prétendre s'opposer à l'impérialisme soviétique en Europe et, *dans le même temps*, soutenir les alliés des Soviétiques hors d'Europe. Le péril soviétique est global. C'est globalement qu'il faut s'y opposer.

Rien de tout cela – on s'en doute – n'implique que la France doive être « alignée » sur Washington. Mais, inversement, il ne faudrait pas que le simple fait de soutenir un point de vue américain (lorsqu'il est sain et coïncide avec nos propres intérêts) soit aussitôt dénoncé comme un signe d'allégeance ou de servilité.

Deuxième principe : avoir une vision ambitieuse de l'avenir du continent européen. La France ne peut s'accommoder d'une Europe anarchique, faible, moralement « finlandisée ». Elle ne doit pas, non plus, s'intégrer à un ensemble uniformisé, standardisé, où elle perdrait son âme. L'équilibre entre ces deux extrêmes n'est pas aisé à définir. Le débat sur l'organisation de l'Europe reste, d'ailleurs, ouvert – et il est sain qu'il en soit ainsi. Mais ce qui est essentiel, c'est que notre pays reconnaisse, dès à présent, l'existence d'un « esprit européen » ; c'est-à-dire l'idée selon laquelle la liberté des nations européennes *en leur ensemble* (de l'Ouest aujourd'hui, de l'Est demain) reste l'objectif à atteindre.

Parce que la France ne saurait éternellement prospérer à l'ombre du malheur des autres, il lui appartient de forger, avec ses partenaires, les instruments d'une progressive « désatellisation » des démocraties populaires.

Parler de l'Europe sans avoir en vue cette espérance, c'est faire passer le confort avant l'honneur. C'est donc prendre le risque de perdre à la fois l'un et l'autre.

Troisième principe : participer à une véritable refonte des rapports Nord-Sud. Exigence morale, impératif politique, nécessité économique, cette œuvre – appliquée, notamment, à l'Afrique – ne peut laisser la France

indifférente. Notre pays doit donc s'y attacher avec obstination. Mais sans jamais tomber dans ce tiers-mondisme un peu primaire qui a déjà engendré, dans le passé, tant de désillusions.

A tous ces problèmes qui engagent notre avenir – et à bien d'autres – ce livre tente d'apporter des réponses concrètes et réalistes. Du golfe Persique à l'Amérique latine, de l'Indochine à l'Afghanistan, il dit ce que pourrait être, dans toutes ces zones sensibles, « une nouvelle politique étrangère française ». Une politique qui ne serait pas une politique de « coups » spectaculaires et sans lendemains. Une politique qui ne pratiquerait plus un œcuménisme flou et aurait le courage de choisir son camp. Celui de la liberté.

PATRICK WAJSMAN,  
directeur de la revue  
*Politique internationale*

FRANÇOIS JOYAUX,  
membre du Comité  
des consultants de la revue  
*Politique internationale*

I  
QUEL PASSÉ? QUEL AVENIR?

Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or title.

1915-1988 : in 1988 : in 1988

Faint, illegible text in the middle section of the page.

Faint, illegible text in the lower middle section of the page.

Faint, illegible text in the lower section of the page.

Faint, illegible text in the lower section of the page.

Faint, illegible text in the lower section of the page.

Faint, illegible text at the bottom of the page, possibly a footer or page number.

## 1945-1986 : ni guerre ni paix

par Jean Laloy \*

« Dans ce monde, disait Lénine vers 1920, il y a deux mondes. » Et, plus durement : « Ou eux ou nous ! »

« Eux et nous <sup>1</sup> », répond aujourd'hui Michel Tatu.

En réalité, il y a plus de deux mondes, si l'on tient compte des civilisations millénaires, celles que nous avons réveillées au prix de crises sans cesse renaissantes. Il est vrai néanmoins que le monde industrialisé est divisé en deux types de pouvoir : celui du messianisme prométhéen qui s'épuise aujourd'hui à se prétendre le paradis alors qu'au mieux ce serait la caserne (et on en est loin); celui des institutions représentatives, héritier des Lumières, doutant souvent de lui-même mais resté apte à tirer du passé, notamment de la dernière guerre et de ses suites, quelques leçons essentielles.

Le tableau se complique si, sans perdre de vue le planisphère politique, on cherche à apprécier les facteurs d'évolution s'exerçant sur les sociétés contemporaines. Deux tendances s'opposent : le foisonnement des communications crée, au-dessus des frontières, un réseau de rapports d'où naît une sorte de société civile internationale tendant à émousser ce qu'on appelle la « souverai-

---

\* Ancien ambassadeur, ancien professeur à Sciences Po et à l'ENA; membre de l'Institut. Auteur, entre autres publications, de : *Entre guerres et paix*, Plon, 1966; *Le Socialisme de Lénine*, DDB, 1967.

1. *Eux et nous*, Le Seuil, 1985.

neté » des États (à l'exception de ceux qui s'enferment derrière leurs « murs »); en sens inverse, la puissance destructrice des armes atomiques est telle qu'il n'existe plus d'*ultima ratio* utilisable : litiges, différends, tensions ou conflits restent sans issue. Ainsi dans les rapports entre nations, coexistent un mouvement tendant à introduire moins d'arbitraire, plus de raison, plus de conscience de l'unité foncière du genre humain; et, en face, comme un barrage s'opposant à toute évolution, consacrant les lignes de partage nées des circonstances, perpétuant, spécialement en Europe, des situations difficilement supportables. Le champ de forces où s'exerce la politique internationale ne ressemble guère au monde d'avant 1914, celui des rivalités nationales ou coloniales, de l'équilibre des forces, du recours aux armes comme principal régulateur du système.

Si grands que soient les changements, le discours, lui, n'a guère évolué. A écouter, spécialement en France, les débats parlementaires ou les entretiens télévisés, on entend surtout évoquer, outre notre « rôle mondial », la défense de la « souveraineté » ou de l'« indépendance nationale ». Mais que signifie ce terme? Lorsqu'en 1936 Hitler faisait entrer ses troupes en Rhénanie, ne défendait-il pas l'indépendance du Reich? Lorsqu'en 1945 Staline asservissait la Pologne, ne prétendait-il pas assurer l'indépendance de l'Union soviétique, opposée à tout « cordon sanitaire » le long de ses frontières? C'est au nom de l'indépendance que la France a retiré ses troupes du dispositif de l'OTAN en 1966; mais c'est aussi en invoquant l'indépendance que Khrouchtchev, en 1962, a tenté d'installer à Cuba des armes nucléaires. L'indépendance nationale ressemble aux langues d'Esopo, on peut la mettre à toutes les sauces.

En matière d'indépendance, la sauce à la française est celle dans laquelle se mirent les « deux superpuissances ». La presse, la radio, la télévision, les discours officiels présentent habituellement les rapports internationaux comme une jungle peuplée de gros animaux dont deux plus gros que les autres. De ces deux-là, il conviendrait de se défier, peut-être pas de façon symétrique mais, en tout cas, très sérieusement. D'où les jugements surprenants qu'on entend chaque jour : tel président français, bénéfi-

ciant du concours des ministres communistes, devait en janvier 1983 se montrer favorable aux fusées Pershing (pour se couvrir du côté des États-Unis); le même, s'étant brouillé avec les communistes, doit aujourd'hui tirer la langue à M. Reagan (pour protéger son flanc gauche). Ce serait au mieux l'indépendance du pauvre, si ce n'était tout simplement la double dépendance.

En réalité, nous n'en sommes nullement là. Mais il serait bon de se débarrasser de maximes sans grand contenu et de s'interroger sur l'orientation à donner à notre politique étrangère. Peut-être découvrirait-on comme notre bien le plus précieux le fait que nos sociétés reposent sur la subordination de l'État à la société et de celle-ci au bien de ses membres – les individus, chacun, par son esprit, s'ouvrant sur l'infini. A partir de là se dessinent les rivalités véritables, les solidarités nécessaires, les obstacles aussi et les risques. On sait pourquoi on agit, dans quelle direction, pour quel résultat : indépendance, si l'on tient à ce terme, mais celle d'une société libre, une société qui ne s'adore pas elle-même.

« A notre époque, écrit Raymond Aron dans un livre posthume, c'est la survie des institutions libres qui est l'enjeu de l'Histoire universelle <sup>2</sup>. » C'est donc par rapport à la compétition entre le système soviétique et le reste du monde civilisé que se posent les problèmes clés de l'avenir. C'est de l'issue de l'immense partie en cours que dépend notre sort en tant que nation. C'est nous, Européens, qui nous trouvons aux avant-postes.

### *Une fausse symétrie*

S'il est si difficile d'admettre que le trouble de notre après-guerre est venu, non de l'affrontement inéluctable de deux « Empires » mais du blocage de l'un d'eux, c'est qu'instinctivement nous nous refusons à mettre d'un côté tout le noir, de l'autre tout le blanc. Tout manichéisme

---

2. *Les Dernières Années du siècle*, Julliard, 1984.

nous paraît d'abord contraire à la réalité que nous découvrons en nous-mêmes, ensuite inducteur de fanatisme : Vive les bons ! A bas les méchants !

Il serait manichéen de dire que seule l'extermination des méchants résoudra la difficulté présente. Il ne l'est pas de penser que le blocage du système international – blocage dans lequel chacun des acteurs a sans doute une *part* de responsabilité –, provient *essentiellement* de la façon dont les dirigeants soviétiques, de 1917 à nos jours, conçoivent le « socialisme scientifique ». Unique fondement de leur omnipotence à l'intérieur, unique garant de leur singularité à l'extérieur, ce « socialisme », pour n'avoir pas accompli le miracle attendu par Lénine, les contraint aujourd'hui de contraindre. S'ils veulent garder le pouvoir, ils doivent forcer les masses à célébrer chaque jour les merveilles du léninisme alors que la réalité le dément. Parmi les paradoxes du régime soviétique, le moindre n'est pas celui-là. D'un côté le mythe socialiste scientifique confère au régime et au parti qui le dirige un pouvoir absolu ; de l'autre, l'écart entre le mythe et la réalité mine sourdement le pouvoir. Le poids de l'appareil fait que ça tient. Le hiatus entre le discours et la vie quotidienne fait que les dirigeants ne sont jamais sûrs que ça tient bien. D'où leur méfiance foncière à l'égard de tout ce qui n'est pas « eux » et une soif de sécurité que la nature de leur pouvoir ne permet pas de calmer. Impossible de sortir de l'état de « ni guerre ni paix », ce qu'on a appelé « coexistence pacifique » et qui n'est ni l'une ni l'autre.

Interrogé en juin 1945 par un correspondant américain sur les origines de la mésentente croissante entre l'URSS et les États-Unis, un haut dignitaire soviétique répondait, à la stupéfaction de son interlocuteur : « La cause essentielle est la conception idéologique dominante ici et selon laquelle il existe un conflit inévitable entre les mondes communiste et capitaliste. » Quelques semaines auparavant, parlant à l'ambassadeur des États-Unis, le même personnage remarquait : « Tout ce qu'on peut espérer aujourd'hui, c'est une trêve armée de longue durée <sup>3</sup>. » L'homme qui s'exprime ainsi est Maxime M. Litvinov,

3. *Foreign Relations of the USA*, 1946, t. VI, p. 763 sqq.

vieux bolchevik, commissaire aux Affaires étrangères de 1930 à 1939, ambassadeur à Washington de 1941 à 1943.

Bien d'autres faits, toute l'œuvre d'hommes comme Soljenitsyne, Grossman, Sakharov, Boukovski, Maximov, tant d'autres, permettent d'affirmer qu'à l'origine de la situation actuelle on ne trouve pas simplement l'existence de deux grands États mais, avant tout, la nature du régime soviétique et, fait plus grave, l'impossibilité pour ce régime de reprendre pied dans la réalité.

### *Le choix de 1945*

On a oublié aujourd'hui l'immense popularité de l'Union soviétique en Occident à la fin de la guerre. On ignore souvent que, lors des grandes conférences de 1945, Yalta et Potsdam, Roosevelt et, tout autant, Truman étaient désireux de se démarquer de la Grande-Bretagne pour tenter d'établir avec la Russie soviétique des rapports privilégiés, base indispensable au développement futur de l'Organisation des Nations unies.

Il en résulte qu'aussitôt après la victoire, l'Union soviétique avait le choix. Elle aurait pu envisager avec des chances de succès une politique différente de celle qu'elle a pratiquée dès le lendemain de Yalta. Supposons que Staline ait accepté de laisser à la Pologne au moins une partie des territoires annexés en 1939, au lieu de lui imposer la ligne tracée par Molotov et Ribbentrop : un régime polonais, sous l'influence de Moscou mais gardant son caractère national, aurait pu survivre. Dès lors, les tensions des années 1947-1949 auraient été moins fortes. Pour sauvegarder la Pologne, les Occidentaux auraient sans doute été conduits à ménager davantage l'URSS. Où en serions-nous aujourd'hui? On ne peut le dire. Mais on peut penser qu'au prix d'une influence moins exclusive sur l'Est de l'Europe, l'URSS aurait pu établir sur l'ensemble du continent une influence relative dont elle aurait tiré de grands avantages. Influence totale sur une partie ou influence partielle sur le tout, tel était le choix.

Dans la réalité, on constate qu'en Europe la tension

croît à mesure que l'URSS à la fois se mure dans son régime et projette celui-ci par la force au-delà de ses frontières. Dans quelle direction? En direction de l'Allemagne.

### *L'URSS et l'Allemagne : trois crises*

On comprend mal la politique de l'URSS après la guerre tant qu'on n'a pas saisi qu'en Europe, depuis 1945, elle vise en premier lieu l'Allemagne, le contrôle de l'Allemagne : non pas nécessairement l'établissement d'un régime communiste en Allemagne mais, plus probablement, un régime qui n'ait d'autre choix que de s'appuyer sur l'URSS. Rien ne favoriserait plus cette éventualité que le départ des forces américaines. Quand l'URSS cherche à créer une faille entre les États-Unis et l'Europe occidentale, elle vise l'Allemagne et, à travers celle-ci, le continent tout entier. Cet objectif, certes, est difficile à atteindre. Mais il peut être atteint sans recours direct à la force. N'y aurait-il pas là quelque menace à notre « indépendance »?

Pour progresser dans cette voie, trois fois l'URSS a eu recours à la menace, appuyée sur des mesures de contrainte. De juin 1948 à mai 1949, l'Union soviétique bloque les communications terrestres entre Berlin et les zones occidentales. S'agit-il de chasser les Occidentaux de Berlin? La réponse est donnée par le maréchal Sokolovski aux commandants en chef occidentaux venus lui demander quelques éclaircissements. « Renoncez à organiser un pouvoir politique allemand dans vos zones, répond-il en substance, et les communications entre Berlin et l'Ouest pourront reprendre. » Autrement dit : « Cédez et tout s'arrangera. » Le pont aérien est la réplique occidentale. Lorsque, malgré l'hiver, le pont a fait ses preuves, des pourparlers s'engagent. Le blocus est levé au printemps. On en revient au *statu quo ante*.

Dix ans plus tard, en octobre 1958, deux ans après le XX<sup>e</sup> Congrès, la déstalinisation, la détente, une nouvelle crise survient : « Vous n'avez plus de titre à stationner des troupes à Berlin, dit Khrouchtchev aux Occidentaux. Si vous faites la sourde oreille, nous signerons un traité de

paix avec la République démocratique allemande (RDA) et vos communications avec Berlin dépendront du bon vouloir de celle-ci.» Menace à terme, menace quand même!

De nouveau, résistance, négociations, conférences diverses. En août 1961, c'est la construction du mur dans Berlin et, en octobre 1962, la crise de Cuba (dont les répercussions à Berlin eussent été graves si Khrouchtchev avait pu maintenir ses fusées dans l'île et, à partir de là, proposer quelque marchandage incluant Berlin).

Ainsi, entre 1948 et 1962, avec ou sans Staline, trois crises (spécialement la troisième) montrent l'importance du facteur allemand dans la politique de l'URSS, importance qui se révèle aujourd'hui dans le jeu de la carotte et du bâton pratiqué à l'égard de Bonn.

Certains textes sont révélateurs. Ainsi du message que Staline envoie le 13 octobre 1949 au premier président de la RDA, Wilhelm Pieck : « La fondation de la RDA pacifique, écrit Staline, est un tournant dans l'histoire de l'Europe. Il ne fait pas de doute que l'existence d'une Allemagne démocratique et pacifique aux côtés de l'Union soviétique pacifique exclut la possibilité de nouvelles guerres en Europe, met fin à l'effusion du sang et rend impossible l'asservissement des pays européens par l'impérialisme mondial<sup>4</sup>. » En langage clair, un jour l'URSS dominera l'Europe.

Trois ans plus tard, au XIX<sup>e</sup> Congrès du PC de l'URSS, Georges Malenkov reprend mot pour mot ce passage pour définir la politique allemande de l'URSS<sup>5</sup>. En 1958, Khrouchtchev ne le cite plus, mais il emploie les mêmes procédés que son prédécesseur.

En 1985, M. Gorbatchev s'entretient pendant trois heures avec M. Willy Brandt. Il ne semble pas impossible de deviner à quoi pense le nouveau Secrétaire général. En termes simples : détacher peu à peu la RFA du système occidental sans sacrifier pour autant la RDA.

De ce bref rappel, on peut conclure qu'il n'y a pas de

---

4. B. Meissner, *Russland, die Weltmächte und Deutschland*, Nölke Verlag, 1953.

5. G. Malenkov, *Rapport sur l'activité du Comité central*, XIX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, Moscou, 1952 (en russe), pp. 30-31.

ramène à ce que nous évoquions précédemment à propos du Pacifique-Nord – est celui de la présence et du maintien d'un ensemble français minoritaire dans un Pacifique-Sud entièrement anglophone et protestant. Plus que celui du statut juridique de ces territoires au regard du droit des gens, c'est, un peu comme au Québec, le droit pour un ensemble hétérodoxe de subsister dans un monde dont l'orthodoxie fut le « british way of life » et devient de plus en plus l'« american way of life ». A cette question, notre réponse ne peut être qu'unanime et claire : où que ce soit, la France ne saurait accepter de voir disparaître sa spécificité, son originalité et, à la limite, son indépendance. En utilisant ce dernier terme, nous mesurons notre propos. C'est bien en effet de notre indépendance dont il s'agit, plus encore que de notre souveraineté territoriale. D'autres, dans cet ouvrage, ont montré mieux que nous ne saurions le faire à quel point les territoires du Pacifique nous étaient et nous seront de plus en plus essentiels : nécessité dans laquelle nous sommes de poursuivre nos essais nucléaires tant que les superpuissances développent leurs propres arsenaux, nécessité dans laquelle nous sommes d'intensifier notre politique spatiale pour tenir notre rang, nécessité dans laquelle nous sommes de préserver notre patrimoine maritime. Ce sont là autant de conditions de notre indépendance nationale. Or nos alliés anglo-saxons, ceux d'outre-Atlantique ou ceux du Pacifique, savent bien, l'histoire est là pour le prouver, que cette volonté d'indépendance n'a jamais été dirigée contre eux; mais qu'au contraire, nous la considérons comme une des composantes indispensables d'un monde occidental nécessairement divers et varié. Le monolithisme, l'uniformité et, finalement, le totalitarisme, ce sont les caractéristiques du monde communiste que nous combattons avec eux, et non celles du nôtre. En ce sens, nous ne pouvons pas comprendre le mauvais procès qu'on nous fait à Canberra, Auckland, voire Washington ou Londres, sur notre présence dans le Pacifique-Sud qui, paradoxe dérisoire, paraît être devenue aux yeux de ces capitales un plus grand problème que celui de la poussée soviétique dans la zone!

Or cette situation, qui était suffisamment grave par elle-même, a encore été compliquée par les incroyables

contradictions et maladroites de notre gouvernement socialiste. Les dégâts pour notre diplomatie régionale sont immenses, et il faudra des années à ses successeurs pour les redresser. Ce même gouvernement qui a commis ces dégâts a décidé, en novembre 1985, toute une série de mesures visant à intensifier notre coopération civile avec les pays du Pacifique-Sud. Elles vont incontestablement dans le bon sens mais ont été plus faciles à décider par le gouvernement socialiste qu'elles ne le seront à mettre en œuvre par son successeur. Encore une fois, nous sommes confrontés là à des difficultés qui seront très longues à surmonter. Dans l'immédiat, la seule chose qui puisse être espérée est que le changement d'équipe gouvernementale, en France d'abord, puis éventuellement en Nouvelle-Zélande et en Australie, suffira à calmer quelque peu les esprits.

Le gouvernement socialiste français s'est finalement révélé incapable de mener une politique nouvelle en Extrême-Orient. Il n'est pas contestable qu'il s'est intéressé à la question, et même plus que le gouvernement qui l'avait précédé. Il n'est pas contestable non plus que certaines de ses idées de base étaient bonnes, par exemple celles qui consistent à rééquilibrer nos rapports entre Chine et Japon ou à reprendre de façon réaliste le dossier indochinois. Mais, dans un premier temps, cette diplomatie a été menée en dépit du bon sens : souvenons-nous de l'affaire Bellefroid et des esclandres de M. Jobert en Chine, souvenons-nous des impairs et des contradictions de M. Cheysson entre Bangkok et Hanoi, souvenons-nous des fausses manœuvres à propos de la Corée – et la liste pourrait malheureusement être allongée.

Lorsque, vers 1983-1984, le gouvernement tenta de mettre bon ordre à tout cela et s'orienta vers une politique plus réaliste, il était déjà trop tard. L'effondrement de la situation économique, sociale et politique française ne lui permettait plus de faire quoi que ce soit. Il fallut laisser courir... en attendant le verdict des électeurs. M. Hernu n'a pu faire le voyage de Pékin, M. Mitterrand n'a jamais fait celui de Djakarta comme cela avait pourtant été